

Sommaire

Textes Officiels

- Vente et offre de produits de tabac
- Captage d'eau de surface fournissant en moyenne plus de 100 m³/j pour l'alimentation en eau potable
- Union régionale des professionnels de santé
- Plan national canicule et organisation de la permanence des soins
- HCSP : recommandations sanitaires pour les voyageurs
- HCSP : stratégie vaccinale grippe pour la saison 2010-2011

Actualités

- Journée mondiale sans tabac

Articles

- Incinération et mise en décharge des déchets ménagers : enjeux environnementaux et sanitaires
Prescrire, tome 30, n° 320, juin 2010.
- Évaluation de la prise en charge des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) par les professionnels de santé en secteur libéral : enquête auprès des professionnels libéraux de santé de Dordogne, février-mai 2009
InVS, BEH, document de synthèse, mai 2010.
- Alimentation et activité physique : connaissances et comportements
Inpes, La santé de l'homme, n° 406, mars-avril 2010.

Rapports en ligne

- Agence des systèmes d'information partagés de santé : rapport 2009
ASIP santé, Rapport annuel, en double version française-anglaise, 31 mai 2009, 84 pages.
- Le bouclier sanitaire : choisir entre égalité et équité ?
Une analyse à partir du modèle ARAMMIS
Thierry Debrand, Christine Sorasith, IRDES, document de travail, n° 32, juin 2010, 31 pages.
- CNS : Avis sur le projet de plan national maladies rares 2010-2014
Observations de la Conférence nationale de santé adoptées par son bureau, le 18 mai 2010.

Ouvrage

- La société du risque
Patrick Peretti-Watel, Éditions La Découverte, collection Repères, mai 2010, 126 pages.

Textes Officiels

Vente et offre de produits de tabac

Un décret en date du 25 mai 2010 prévoit des sanctions pour les débits de tabac, tous commerces ou lieux publics qui vendraient ou offriraient gratuitement des produits de tabac à des mineurs. Les personnes chargées de vendre des produits de tabac peuvent exiger que les intéressés établissent la preuve de leur majorité (pièce d'identité, tout document officiel muni d'une photographie).

Décret n° 2010-545 du 25 mai 2010, JO du 27 mai 2010.

Captage d'eau de surface fournissant en moyenne plus de 100 m³/j pour l'alimentation en eau potable

Une circulaire en date du 26 février 2010 est sortie au BO Santé du 15 mai 2010 concernant la mise en œuvre du contrôle additionnel prévu pour les captages d'eau de surface fournissant en moyenne plus de 100 m³/j pour l'alimentation en eau potable. La directive 2000-60-CE, dite directive cadre sur l'eau (DCE), prévoit notamment la réalisation d'un programme d'analyses de la qualité de l'eau au titre du contrôle additionnel, pour les points de captage d'eau superficielle destinée à la consommation humaine fournissant en moyenne un débit supérieur ou égal à 100 m³/j. Cette circulaire précise les modalités de mise en œuvre de ce contrôle par les Ddass-ARS.

Circulaire n° 2010-DGS-EA4 du 26 février 2010, BO santé-protection sociale - solidarité n° 2010/4 du 15 mai 2010.

Union régionale des professionnels de santé

Dans chaque région, les unions régionales des professionnels de santé, rassemblent, pour chaque profession les représentants des professionnels de santé exerçant à titre libéral sous le régime des conventions nationales avec l'Union nationale des caisses d'assurance maladie. Ce décret rappelle les missions de ces unions régionales, leur fonctionnement, leur organisation, leur composition, l'élection des membres au sein de leurs assemblées...

Décret n° 2010-585 du 2 juin 2010, JO du 3 juin 2010.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00002293303&dateTexte=&categorieLien=id>

Plan national canicule et organisation de la permanence des soins

Une circulaire interministérielle en date du 28 mai 2010 est relative aux nouvelles dispositions contenues dans la version 2010 du plan national canicule et à l'organisation de la permanence des soins propre à la période estivale. Les modifications ponctuelles apportées en 2010 ne bouleversent pas l'organisation générale du plan national canicule (PNC) et concernent essentiellement les évolutions organisationnelles induites par la mise en place des ARS et de la réforme de l'administration territoriale de l'État (RÉATE). L'efficacité du PNC repose sur l'indispensable organisation de la permanence des soins tant ambulatoire qu'hospitalière, propre à la période estivale.

HCSP : recommandations sanitaires pour les voyageurs

Le 1^{er} juin 2010 le Haut Conseil de la santé publique a présenté ses recommandations pour voyager en bonne santé. Quelle que soit la destination (étranger ou France), tout voyageur doit être à jour des vaccinations du calendrier vaccinal de 2010. Le rattrapage est recommandé quel que soit l'âge (en particulier pour la vaccination diphtérie-tétanos-poliomyélite). Par ailleurs, certaines recommandations d'ordre pratique et d'hygiène complètent cet inventaire.

Voir sur le site du HCSP : <http://www.hcsp.fr>, la présentation en vidéo par le Pr Martin Danis

L'intégralité des recommandations sanitaires pour les voyageurs se trouvent dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire de l'Institut de veille sanitaire, n° 21-22 du 1^{er} juin 2010.

http://www.invs.sante.fr/beh/2010/21_22/beh_21_22_2010.pdf

HCSP : stratégie vaccinale grippe pour la saison 2010-2011

Un avis du Haut Conseil de la santé publique en date du 23 avril 2010 concerne la stratégie vaccinale en prévision de la saison grippale 2010-2011 sur le territoire national, y compris hors métropole ainsi que les recommandations pour les personnes susceptibles de voyager dans l'hémisphère sud durant l'automne et l'hiver australs où le virus A (H1N1) est susceptible de circuler.

Avis du 23 avril 2010 : sur le site du HCSP, rubrique avis et rapports : <http://www.hcsp.fr>

Actualités

Journée mondiale sans tabac

Le 31 mai 2010 s'est tenue la journée mondiale sans tabac sur le thème des femmes et du tabac. Dans le cadre de cette journée, un colloque intitulé « femmes et tabac » a été organisé le 25 mai par le ministère de la santé. Les nombreuses initiatives de prévention menées depuis quelques années ont porté leurs fruits puisqu'une diminution de consommation a été observée auprès de la population générale et notamment chez les jeunes (interdiction de fumer dans les lieux publics, hausse des cigarettes). Cependant, la mortalité féminine par tabagisme s'est accrue depuis les années 1990. En effet, la mortalité par cancer du poumon chez les femmes a doublé en 15 ans et l'augmentation de la consommation de tabac chez les jeunes filles en France et à l'étranger présage une mortalité féminine croissante dans les prochaines années.

L'InVS a consacré un numéro spécial dans le BEH du 25 mai 2010, n° 19/20, 16 pages.

http://www.invs.sante.fr/beh/2010/19_20/beh_19_20_2010.pdf

Articles

Incinération et mise en décharge des déchets ménagers : enjeux environnementaux et sanitaires

Cet article de la revue *Prescrire* analyse la gestion des déchets, qui comprend toutes les opérations nécessaires à leur traitement, de leur admission dans les sites de traitement à la surveillance de ces sites après fermeture. Cette gestion répond à deux directives européennes de 1999 et 2000 relatives à la mise en décharge et à l'incinération des déchets et transposées en France par deux arrêtés du ministère chargé de l'environnement. Ces arrêtés fixent des seuils de concentration pour les rejets dans l'air et dans l'eau de nombreux polluants, les conditions d'admission des déchets et les règles de fonctionnement à mettre en œuvre pour prévenir des pollutions environnementales. Cependant, cette sécurisation reste relative face à d'éventuelles pollutions diffuses, aux pollutions résiduelles et aux enjeux sanitaires encore mal évalués à long terme. Les décharges illégales et celles mélangeant déchets dangereux et non dangereux provoquent encore des pollutions lourdes et résiduelles.

***Prescrire*, tome 30, n° 320, juin 2010.**

Évaluation de la prise en charge des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) par les professionnels de santé en secteur libéral : enquête auprès des professionnels libéraux de santé de Dordogne, février-mai 2009

Dans le cadre de sa mission de protection sanitaire de l'environnement, la Ddass de Dordogne, en collaboration avec la cellule de l'InVS en région (Cire) Aquitaine, a souhaité mettre en place en 2009, une étude auprès des professionnels libéraux de santé (échantillon représentatif de 626 PLS) de Dordogne, visant à décrire leurs pratiques d'élimination des déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI). Face aux disparités des pratiques d'élimination des Dasri selon les professions (kinésithérapeute, sage-femme, infirmière, pédicure-podologue, chirurgien-dentiste, médecin généraliste, médecin spécialiste), les résultats de l'enquête montrent des progrès à envisager : mise en place d'actions d'informations spécifique pour mieux connaître la réglementation liée aux Dasri ; priorisation de certaines actions, notamment pour les pratiques

particulièrement à risques (conformité des emballages pour piquants/coupants/tranchants, élimination des Dasri par des circuits réglementaires...).

InVS, BEH, document de synthèse, mai 2010.

http://www.invs.sante.fr/publications/2010/plaquette_dechet/plaquette_synthese_dechets.pdf

Alimentation et activité physique : connaissances et comportements

L'Inpes vient de publier les résultats du « Baromètre santé nutrition 2008 », enquête périodique auprès de la population dont l'objectif est d'évaluer et de suivre les comportements, les attitudes et les connaissances des Français en matière d'alimentation et d'activité physique. L'enquête téléphonique 2008 a été réalisée auprès de 4 714 personnes francophones âgées de 12 à 75 ans. Les consommations, les connaissances et les perceptions sont différentes selon les groupes alimentaires. Les fruits et légumes font l'objet d'une nette augmentation de la connaissance du repère, accompagnée d'une hausse de moindre ampleur de la consommation. Concernant les produits laitiers, si la connaissance du repère est en hausse, la consommation se révèle plutôt stable, voire en légère baisse. Les féculents sont consommés à chaque repas, comme cela est recommandé, par une large majorité des Français, malgré une faible connaissance du repère. Les viandes, produits de pêche et œufs (VPO) ont un taux de consommation relativement stable : contrairement aux autres groupes, aucun lien n'apparaît entre la connaissance du repère et la consommation d'un aliment de ce groupe. Par ailleurs, l'enquête a montré une hausse significative du taux de consommation de produits et de boissons sucrés. Les plats tout prêts sont de plus en plus utilisés, et cela à tout âge. Concernant l'activité physique, le *Global Physical Activity* (questionnaire international de l'OMS tenant compte de la fréquence, de la durée et de l'intensité d'une activité physique) a été utilisé dans le Baromètre santé nutrition 2008. L'enquête montre l'insuffisance d'une pratique d'activité physique favorable à la santé pour plus de la moitié des 15-75 ans, en particulier chez les femmes. Ces résultats incitent à poursuivre la promotion de l'activité physique et montrent la nécessité de poursuivre également des actions de promotion dans la consommation de fruits, de légumes et de produits laitiers et de freiner la consommation de boissons sucrées chez les jeunes.

Inpes, La santé de l'homme, n° 406, mars-avril 2010.

Rapports en ligne

Agence des systèmes d'information partagés de santé : rapport 2009

Face aux défis majeurs que rencontre le secteur de la santé en France (vieillesse de la population, développement des maladies chroniques, déséquilibres croissants de la démographie médicale...) l'agence des systèmes d'information partagés de santé, l'*ASIP santé* a été créée pour relever ces défis et définir de façon concrète les moyens nécessaires pour accompagner ces évolutions : en prenant la succession du « dossier médical personnel », (DMP) et en reprenant les missions du GIP « Carte de professionnels de santé », cette agence dont la mission est d'améliorer la coordination et la qualité des soins, bénéficie ainsi d'un champ d'actions plus large adapté à la mise en œuvre cohérente des systèmes d'information en France. Ce premier rapport annuel dresse le bilan des actions menées en 2009, il établit également le paysage de la e-santé en France, les attentes des patients et les besoins des professionnels de santé. Il indique notamment l'état des lieux des plates-formes régionales de services, les missions menées par les différentes équipes (accompagnement des projets en régions), l'implication de l'*ASIP santé* à l'échelon européen...

ASIP santé, Rapport annuel, en double version française-anglaise, 31 mai 2009, 84 pages.

http://www.asipsante.fr/docs/ASIP_Sante_Rapport_d_activite_2009.pdf

Le bouclier sanitaire : choisir entre égalité et équité? Une analyse à partir du modèle ARAMMIS

Cette étude cherche à mesurer, à l'aide du modèle d'analyse des réformes de l'Assurance maladie par micro-simulation statique (ARAMMIS), les effets de la mise en place d'un bouclier sanitaire financé par la suppression de régime des affections de longue durée (ALD).

Elle repose sur la comparaison des conséquences de redistribution de différentes règles de

boucliers sur les restes des dépenses ambulatoires à charge des patients. La première partie présente le cadre général du système de santé en France pour mieux comprendre les enjeux d'une refonte du mode de remboursement lié à l'Assurance maladie. Dans la deuxième partie, sont décrites les différentes hypothèses retenues, la base de données et le modèle de micro-simulation. La dernière partie présente les principaux résultats permettant de mesurer l'impact de la réforme non seulement au niveau des individus mais aussi au niveau du système.

Thierry Debrand, Christine Sorasith, IRDES, document de travail, n° 32, juin 2010, 31 pages.

<http://www.irdes.fr/EspaceRecherche/DocumentsDeTravail/DT32BouclierSanitaireAnalyseModeleArammis.pdf>

CNS : Avis sur le projet de plan national maladies rares 2010-2014

La Conférence nationale de santé a été saisie le 24 mars 2010 par le chargé de mission interministériel du deuxième plan national maladies rares pour donner son avis sur le futur plan national maladies rares 2010-2014, tant en ce qui concerne les orientations que sur les questions de sa gouvernance et de son suivi. La CNS souhaite qu'un affichage plus clair de stratégie publique soit indiqué en tête du document pour être suivie ensuite par l'énoncé et le traitement des principaux axes stratégiques assortis d'autant d'actions qu'il paraît nécessaire.

De même, il lui semble souhaitable qu'il y ait une plus grande articulation entre le niveau national et les niveaux régionaux et que la gouvernance du plan puisse comporter un véritable comité de pilotage interministériel, impliquant les chefs des différents départements ministériels. La conférence nationale de santé se préoccupe notamment dans son avis de la traçabilité des crédits du plan et d'une mobilisation conséquente sur l'accompagnement des malades.

Observations de la Conférence nationale de santé adoptées par son bureau, le 18 mai 2010.

<http://www.annuaire-secu.com/pdf/avis-cns-180510-projet-PNMR2.pdf>

Ouvrage

La société du risque

« Paradoxalement, nous vivons dans un monde plus sûr, mais plus risqué » observe l'auteur de cet ouvrage. En effet, entre le principe de prévention et celui de précaution, est née une nouvelle conception contemporaine du danger avec la prolifération de précaution de risques. Cette culture du risque s'attache aussi bien aux comportements individuels (tabagisme, conduite automobile...) qu'aux risques technologiques et écologiques mondiaux (catastrophe nucléaire, pollution des eaux...), qui provoquent des tensions entre profanes et experts : ces derniers (comme les assureurs) à l'aide d'arguments chiffrés s'attachent à démontrer les nombreux risques encourus si les comportements ne changent pas pour y faire front... L'auteur montre ainsi à travers son ouvrage, en s'appuyant sur de nombreux exemples, la place grandissante que prend dans notre société la notion de risque : notion qui peut favoriser des comportements parfois dangereux ou « conduites à risque » à l'inverse de ceux escomptés...

Patrick Peretti-Watel, Éditions La Découverte, collection Repères, mai 2010, 126 pages.

Revue de presse rédigée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Conseil de la santé publique
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
01 40 56 79 80
01 40 56 79 49
www.hcsp.fr